

## **Principes fondateurs du Nouveau Parti Anticapitaliste**

Ce document définit les éléments essentiels qui constituent la base sur laquelle nous nous regroupons pour fonder notre parti. Il est le résultat, avec ses forces et ses faiblesses, ses imperfections de forme, d'un large travail d'élaboration collective à partir des centaines d'amendements proposés à l'issue des discussions au sein des comités, ébauche de la démocratie vivante qui nourrit le processus dans lequel, tous ensemble, nous nous engageons. Ce n'est pas un programme complet, détaillé, un "manifeste", mais il résume les références qui sont les nôtres : la critique radicale de la société actuelle, avec laquelle nous voulons rompre, critique qui pose les principes de la société que nous voulons et la stratégie pour y parvenir. Ces principes constituent notre carte d'identité politique : la seule réponse à la crise globalisée du capitalisme, le combat dont dépend l'avenir de l'humanité, c'est le combat pour un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, démocratique, écologique et féministe.

### **1 - Le capitalisme met l'humanité et la planète en danger**

Le système capitaliste génère des crises qui se conjuguent : crises alimentaires, économiques, écologiques, énergétiques, financières, sanitaires, sociales, tensions internationales et guerres, dont les conséquences sont toujours dramatiques.

La mondialisation marquée par une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples pour augmenter les profits aboutit à une crise profonde et structurelle du mode de production capitaliste lui-même.

Depuis les années 1980, elle aggrave l'exploitation, la concurrence entre les travailleurs dans le cadre d'une plus grande division internationale du travail, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

Les ravages de la domination du capital donne toute son actualité à l'alternative "socialisme ou barbarie".

Au nom du profit, les capitalistes organisent la surproduction de marchandises inutiles et/ou nocives, alors que plus de trois milliards d'habitants de la planète, soit près de la moitié de l'humanité, vivent avec moins d'un euro par jour. Un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles et 970 millions souffrent de malnutrition. Selon le directeur de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), il suffirait de 20 milliards d'euros par an pendant 15 ans pour en finir avec l'insécurité alimentaire alors que des milliers de milliards de dollars sont engloutis pour renflouer les spéculateurs.

La concentration de gaz à effet de serre a déjà conduit à un réchauffement climatique dont la tendance est toujours à la hausse, au point que les prévisions s'emballent, que des points de non-retour peuvent être rapidement atteints avec des dérèglements impossibles à contrôler mais dont les conséquences sont déjà là et vont s'aggraver : inondations pour les uns, sécheresses pour les autres, tempêtes dévastatrices, bouleversements et disparition d'un nombre croissant d'espèces vivantes, destruction de la biodiversité, crises agricoles. Le productivisme capitaliste entraîne, par la pollution de l'air, de l'eau, des produits alimentaires, une dégradation de la santé de la population.

Ce sont des millions de personnes dont l'existence même est directement menacée, en premier lieu les populations les plus pauvres qui sont pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre pouvant entraîner des migrations massives de population.

Le nucléaire civil, imposé comme alternative énergétique, et le nucléaire militaire constituent des menaces d'ampleur pour l'environnement, la santé et la sécurité des travailleurs, des

populations et des générations futures.

Ces constats suffisent à eux seuls à illustrer l'ampleur de la facture sociale et écologique de l'organisation capitaliste du monde, où même la spéculation sur les droits à polluer est légalisée. Ils suffisent aussi pour invalider le discours des partisans du système qui consiste à considérer que le progrès, par petites touches successives, génère une amélioration générale des conditions de vie et une réduction des inégalités. Au contraire, même en période de croissance, les inégalités explosent.

En France, les 10 % les plus riches possèdent 46 % de la fortune nationale alors que, selon l'INSEE, près de 7,9 millions de personnes vivaient en 2006 en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 880 euros par mois. Au cours des 20 dernières années, les inégalités et le nombre de pauvres ont augmenté dans les deux tiers des pays de l'OCDE.

La logique du profit est indissociable d'une marchandisation toujours plus importante de toutes les activités humaines (notamment dans les services publics à travers l'AGCS). Elle s'accompagne d'une mise en concurrence des territoires, des institutions, des individus, concurrence destructrice des liens sociaux et des solidarités, qui exclut, brise la vie des travailleurs.

Les conditions de vie se dégradent. Les patrons licencient à tour de bras, accroissent la concurrence à l'échelle mondiale entre travailleurs en vue d'obtenir les salaires les plus bas possible, démantèlent le droit du travail. La précarité explose. Les sous-contrats précaires se multiplient, éparpillent les travailleurs dans de nouvelles cases sociales et éclatent le monde du travail : CDD, stagiaires, chômeurs, emplois aidés, temps partiels imposés, intérimaires, RSA, etc. La flexibilité et l'intensification des rythmes génèrent une dégradation des conditions de travail (souffrance, accidents, maladies professionnelles, suicides).

Les services publics sont démantelés ; leurs secteurs les plus rentables sont privatisés. La recherche constante de nouveaux marchés a imposé un modèle insidieux et manipulateur basé sur la consommation. L'individu est ainsi soumis à la création d'incessantes nouvelles sollicitations qui génèrent à la fois frustration et dépendance au système.

La protection sociale recule. Le droit à la retraite est remis en cause. L'environnement se dégrade au point que la catastrophe écologique menace.

C'est la recherche effrénée de profits par une infime minorité de la population qui est à la racine de cette crise.

La banqueroute actuelle est la conséquence logique d'un système en faillite. Elle est le produit de la contradiction entre le développement sans limites du crédit, l'économie d'endettement, et le marché d'autant plus limité que les classes dominantes, à la recherche de la rentabilité maximum, entretiennent le chômage de masse, la précarité, bloquent les salaires...

Cette logique est celle de la lutte menée avec cynisme par la bourgeoisie de la finance, des affaires, des multinationales, des banques, les spéculateurs, leurs alliés politiques, les gouvernements, les institutions internationales à leur service (FMI, OMC, UE, BCE, Banque Mondiale) autant d'adversaires qu'il faut combattre à l'échelle nationale, européenne, internationale.

À l'évolution du capitalisme et l'extension de la sphère marchande à l'ensemble de la planète, correspond une crise écologique sans précédent. Si des sociétés humaines ont déjà eu à faire face à des crises environnementales du fait d'une utilisation non rationnelle de leurs ressources, c'est la première fois qu'une crise prend une telle ampleur, qu'elle concerne désormais tous les habitants de la planète et qu'elle amplifie d'autant les inégalités sociales.

Dans ce cadre de la mondialisation capitaliste, loin d'aller vers la paix, on assiste aussi au surarmement, à l'exacerbation des tensions et des conflits internationaux. De l'Irak à la Géorgie en passant par l'Afghanistan, l'Afrique et la Palestine, les puissances impérialistes

dont la France imposent leur domination aux peuples, le contrôle des sources d'approvisionnement, des matières premières, du pétrole... au grand bénéfice des multinationales dont celles de l'armement. Cette politique d'agression a pour effet de favoriser une montée du nationalisme, des intégrismes religieux et des logiques communautaires, instrumentalisés pour diviser les peuples.

Ainsi, les anticapitalistes d'un pays impérialiste doivent avant tout lutter contre leurs capitalistes nationaux, leur propre État impérialiste et son armée. C'est dans ce sens que nous soutenons l'expropriation, par les travailleurs et le peuple du pays concerné, des entreprises françaises qui exploitent les travailleurs et les ressources des pays opprimés. Et que partout où l'armée française (ou d'autres pays impérialistes) est présente, nous soutenons les résistances populaires et la défaite militaire des armées impérialistes.

La paix est incompatible avec ce système : “ le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ” (Jean Jaurès).

Cette politique est celle que dictent les classes capitalistes à tous les partis et gouvernements, de gauche comme de droite, qui s'adaptent et se plient à l'économie de marché, ou la prônent, comme aux exigences du maintien du système d'exploitation. Elle s'accompagne d'une volonté d'étouffer la démocratie. La population ne peut exercer aucun contrôle sur les politiques qui sont menées et les élus qui les mettent en œuvre avec la complicité des médias et de la presse détenus par quelques grands groupes au service de l'idéologie dominante.

Nous utilisons, défendons et faisons vivre les droits démocratiques pour mener le combat politique. Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population. La violence du capitalisme, c'est aussi la justice de classe, la violence policière. De la révolte des banlieues à la répression des manifestations de jeunes ou de travailleurs, en passant par la criminalisation des enfants de sans-papiers et de tous ceux qui luttent contre le système, partout police et justice défendent cette société d'oppression.

La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. La logique du système contribue par là même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société, en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie, la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production.

## **2 - Un autre monde est possible : le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle**

La grande majorité de la population est constituée de travailleurs, manuels ou intellectuels : celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à mettre en œuvre, le plus souvent contre un salaire, qu'ils/elles aient un emploi ou en soient privés, qu'ils/elles soient actifs ou en retraite. L'écrasante majorité des jeunes en formation est destinée à rejoindre cette classe des travailleurs.

Pour les salariés et l'ensemble de la population exploitée, il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer à la racine même de ce système entré en faillite. Il n'y a pas un “ bon ” capitalisme productif, qui s'opposerait au capitalisme financier qui l'aurait perverti. Capital industriel et capital de placement financier sont depuis très longtemps interpénétrés. La mondialisation capitaliste a été la réponse des bourgeoisies des pays développés à la chute des taux de profit

qui s'est produite lorsque le boom d'après-guerre a pris fin.

Au cours des trois dernières décennies, le monde du travail a subi une diminution croissante de ses revenus au bénéfice des actionnaires (en 1982, les dividendes aux actionnaires représentaient 4,4% de la masse salariale ; aujourd'hui, 12,4%). De ce fait, il est de plus en plus difficile aux capitalistes de trouver pour leurs produits des marchés solvables. Cette situation les a poussés à tourner toujours plus de capitaux vers la spéculation, ce qui a aggravé la tendance naturelle du capitalisme à la financiarisation.

Se donner pour perspective le retour hypothétique à un capitalisme plus "humain" serait donc tout sauf réaliste. La période des "Trente Glorieuses" reste dans les mémoires comme celle où les prétentions du patronat avaient été limitées et encadrées, mais cette situation résultait avant tout d'un rapport de forces, construit à travers de grandes luttes de classe et des révolutions. Sans compter que pour en arriver là, il avait fallu en passer par les souffrances de la grande dépression des années 1930 et par les horreurs du fascisme et de la guerre.

En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, se déplacer sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.

Le socialisme, l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurs/trices associé-e-s décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins. Une telle réorganisation de l'économie et de la société suppose un premier niveau d'émancipation du travail, indispensable afin que les collectifs de travailleurs/euses et de citoyen-ne-s puissent prendre réellement en charge la marche des entreprises et la gestion des affaires publiques. Une réduction massive du temps de travail, rendue possible par les progrès technologiques, auxquels s'ajouteront la suppression du chômage et la répartition entre toutes et tous du travail nécessaire, pourvoira à ce besoin.

Sans avoir l'illusion qu'une société libérée de l'exploitation et de l'oppression peut éviter toute maladie, infirmité ou problème de santé, le droit à la santé pour lequel nous combattons consiste d'abord à prévenir les causes d'un mauvais état de santé liées à une société fondée sur la recherche du profit maximum : accidents de travail, stress dû au travail, expositions aux produits toxiques, à une alimentation de mauvaise qualité, à la pollution...

Comme les autres productions humaines, les productions culturelles et artistiques ne sont pas autonomes. Elles sont traversées de tensions idéologiques et politiques. Une critique radicale du système capitaliste, sérieuse et cohérente, ne peut se faire sans critique radicale de la culture, de l'art et des médias puisqu'ils sont les verrous de l'idéologie dominante et, par conséquent, un obstacle important à l'émancipation de toutes et tous. La société libérée du capitalisme garantira l'accès de tous les individus à ces productions et mettra fin à leur marchandisation. La réappropriation démocratique de la culture, de l'art, des médias est un enjeu de premier ordre.

Le socialisme n'a évidemment rien à voir avec les politiques capitalistes des formations social-libérales telles que, en France, le parti dit “ socialiste ”. De même, il s'oppose radicalement aux dictatures bureaucratiques qui, de l'ex-URSS à la Chine, en ont usurpé le nom, alors même qu'elles reproduisaient des mécanismes d'exploitation et d'oppression qu'elles prétendaient combattre et favorisaient les pires travers productivistes. Nous voulons avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratiques de la société, et cela implique les plus larges libertés d'organisation et d'expression politiques, syndicales et associatives. Les libertés démocratiques qui ont pu être conquises sous le régime capitaliste seront consolidées et développées. Le socialisme, c'est bien le règne de la démocratie la plus réelle et la plus étendue.

Pas plus qu'il n'y a de bon capitalisme productif, il ne peut y avoir de bon “ capitalisme vert ”. Parce qu'elle seule rendra possible des choix économiques démocratiques et rationnels, pris dans l'intérêt du plus grand nombre, la rupture avec le capitalisme est une condition nécessaire afin de stopper la crise écologique dont les effets catastrophiques commencent à se multiplier. Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurs et les citoyens, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologique des besoins sociaux : c'est un écosocialisme. Seule une société délivrée de la dictature du capital sera en mesure de réconcilier l'être humain et la nature.

Nous voulons construire un système d'organisation collective qui favorise et encourage l'épanouissement individuel de toutes les personnes, “ une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ” (*Le Manifeste communiste* de Marx et Engels de 1848), où l'être humain soit considéré comme une fin et non plus un moyen. Le système capitaliste s'appuie sur un ensemble de normes de domination et sur la hiérarchisation des populations ; les minorités sont ainsi confrontées aux pressions morales, à la stigmatisation, au rejet ainsi qu'aux violences verbales, morales et physiques lorsqu'elles refusent d'obéir à ces normes et de se conformer à l'ordre établi. Le socialisme implique la fin de toutes les oppressions, de tout racisme et de toute discrimination ; le respect des cultures, des langues, des orientations sexuelles, des opinions philosophiques, religieuses, de la laïcité des administrations et pouvoirs publics.

En particulier, il implique la fin de l'oppression spécifique des femmes, antérieure au capitalisme mais que ce dernier a intégrée et instrumentalisée à ses propres fins. On retrouve cette oppression dans toutes les sphères de la société et elle traverse toutes les classes sociales, sous des formes diversifiées. L'oppression des femmes s'imbrique aux autres types de domination : l'exploitation de classe, le racisme, ou la violence contre les individus qui ne correspondent pas aux normes hétérosexistes. Aucun être humain ne sera libre si la moitié de l'humanité reste dans une position subordonnée, victime de la division sexuée du travail, des discriminations dans l'entreprise ou dans la vie politique, de la double journée de travail, de la famille patriarcale, des violences dans le cadre domestique, au travail, dans la rue, etc. La lutte des femmes contre leur oppression est un aspect essentiel de la lutte contre la domination capitaliste. Il n'y aura pas de socialisme sans libération complète des femmes. Et la libération des femmes, notamment des milieux populaires, nécessite la fin du règne de la loi du profit et l'existence d'une nouvelle société fondée sur la satisfaction des besoins sociaux.

Le socialisme est nécessairement internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination impérialistes, tels que la France néocoloniale les maintient en Afrique, en Outre-mer et ailleurs. Il reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples, comme à la souveraineté alimentaire, à l'accès à l'eau, c'est-à-dire le droit de chaque peuple de décider lui-même de son avenir, et soutient les luttes de libération nationale des peuples opprimés, à commencer par ceux des dernières colonies françaises. Nous savons aussi qu'il ne pourra pas être construit en restant à l'intérieur des frontières hexagonales. Toute victoire anticapitaliste en France ou dans un pays voisin aurait immédiatement vocation à s'étendre en Europe et plus largement dans le monde.

### **3 - Nos vies, pas leurs profits**

Par les objectifs que nous proposons dans les luttes d'aujourd'hui, nous voulons répondre aux urgences sociales, démocratiques et écologiques.

Ce n'est pas un programme minimum au rabais, mais une série d'objectifs de mobilisation, des mesures qui remettent en cause le système et préparent le socialisme que nous voulons.

Nous défendons un programme d'urgence qui, pour répondre aux besoins immédiats, met en question la propriété capitaliste des moyens de production, attaque le capital et ses profits pour augmenter les salaires, les pensions de retraite, les minima sociaux et pour satisfaire les besoins de la population.

Ce programme insiste sur l'appropriation sociale du produit du travail par l'expropriation sans indemnisation des grands groupes capitalistes à commencer par ceux du CAC 40, des services et branches essentiels sous le contrôle des salarié-e-s et de la population.-

Certains domaines doivent être considérés comme des biens publics communs et mondiaux : santé, éducation, eau, énergies, transports, télécommunications, poste, enfance et quatrième âge. Ils doivent être des services publics, gérés et contrôlés par les salarié-e-s et les usager-e-s dans l'unique objectif de satisfaire l'ensemble des besoins sociaux de toutes et de tous, à égalité d'accès et de prestations.

Le travail n'est pas une marchandise, les salarié-e-s ne sont pas des variables d'ajustement, les licenciements doivent être interdits sous peine de réquisition sans indemnités des entreprises qui licencient. Le salaire doit être maintenu en période de maladie, comme en période de chômage, à la retraite ou en formation, grâce à une protection sociale intégrale.

Pour nous la démocratie ne s'arrête pas à la porte des entreprises, c'est aux salarié-e-s de décider de leurs conditions et de leur organisation de travail.

Le travail tel qu'il est organisé aujourd'hui use et porte atteinte à la santé des salariés. Le chômage de masse ne profite qu'aux patrons : réduction et partage du temps de travail jusqu'à abolition du chômage.

L'écologie, le féminisme, les luttes LGBTI, l'antiracisme, l'antifascisme, l'internationalisme, la lutte contre toutes les formes de discrimination et d'oppression, d'exclusion des personnes handicapées, des malades, la solidarité entre les générations ne sont pas des postures de seconde importance, mais sont au cœur de notre projet.

L'urgence écologique implique de rejeter l'idée d'une expansion illimitée et dévastatrice de la domination de l'humanité sur la nature et par conséquent de toute forme de productivisme. Sur les questions climatiques, énergétiques et alimentaires, inverser la logique de destruction

de la planète exige une planification démocratique. En opposition aux modes de production et de consommation actuels, nous proposons la relocalisation de l'économie, la redistribution des richesses, la décroissance de la consommation des ressources non renouvelables et la remise en cause de secteurs d'activité énergivores, inutiles, polluants ou dangereux, en particulier le nucléaire.

L'eau, l'air, la terre et le vivant sont des biens communs non privatisables.

La maîtrise de leurs usages doit être au cœur de nos préoccupations.

Pour cela, les transports, l'eau, l'énergie, doivent être gérés par des services publics contrôlés par les salarié-e-s et les usagers, pour satisfaire les besoins sociaux, économiser les ressources et préserver l'environnement.

Nous luttons pour une sortie rapide de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

L'agriculture n'a pas échappé aux effets dévastateurs du capitalisme en sacrifiant les paysans partout dans le monde au profit de l'agro-business et des spéculateurs de l'agriculture.

Il est urgent de mettre en place la souveraineté alimentaire, de redonner au territoire agricole sa vocation de production de biens alimentaires sains et de qualité, d'aménagement dans le respect de la terre et de l'espace rural.

Le maintien de paysan-ne-s, nombreux et vivant de leur travail dans une campagne vivante, favorisera la reconstruction du tissu social en milieu rural.

Le NPA s'oppose à toute production d'OGM.

L'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine immigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes de violences policières, et pas seulement les jeunes.

La lutte intransigeante contre toutes les formes de sexisme, d'inégalités et de violences faites aux femmes, pour le droit des femmes à disposer de leur corps (avortement et contraception libres et gratuits), pour le développement de services publics de qualité, pour une organisation de la société qui combatte l'oppression des femmes et la division traditionnelle des tâches, sont parties intégrantes de notre programme. Seule l'auto-organisation des femmes pour leurs droits, en convergence plus ou moins conflictuelle avec les différents mouvements sociaux, peut préparer et favoriser l'émergence d'une société débarrassée de la domination masculine. Néanmoins, on peut supposer que la lutte des femmes pour leur émancipation qui a franchi plusieurs siècles a encore de beaux jours devant elle, y compris dans le cadre d'une société socialiste.

Dans toutes les instances du parti, les femmes ont toujours l'option de se réunir de façon non mixte, si elles le jugent utile. Ce type de réunions ponctuelles ou régulières peut être un outil important pour le développement d'une culture anti-sexiste dans le parti.

Nous luttons sans concession contre les oppressions, contre les discriminations et violences et oppressions vécues par les personnes lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes. Nous revendiquons la pleine et entière égalité des droits pour les personnes LGBTI.

Ces oppressions expriment la haine des sexualités et des identités qui ne correspondent pas aux normes hétérosexuelles et de genre.

Nous luttons contre les discriminations qui touchent les handicapés dans la vie sociale. Ils doivent avoir accès au travail, à l'école, à la formation, au logement, aux transports publics, aux soins, à la culture.

Nous affirmons notre attachement au principe de la laïcité, en particulier la séparation rigoureuse entre les Églises et l'État.

Nous défendons l'accès au savoir, à la formation, à l'éducation laïque gratuite pour tous les jeunes. Mais nous dénonçons un système scolaire et éducatif inadapté qui vise à formater idéologiquement et à assurer la reproduction des classes sociales.

L'accès de tous à l'éducation comme facteur d'émancipation ne se limite pas à augmenter les moyens, ni ne se décrète par des droits abstraits. Pour être effectif, il doit aussi s'accompagner de la possibilité pour chacun-e, quel que soit son âge, de mener des études, dans tout domaine vers lequel portent ses intérêts, et d'être débarrassé des contraintes financières ou de revenus qui entravent la liberté de chacun à poursuivre ou reprendre des études.

Nous reconnaissons les langues dites minoritaires et la mise en place d'une politique visant à leur sauvegarde et à leur développement.

Nous combattons l'oppression de la jeunesse, dans le cadre de la famille, dans le monde du travail. Les jeunes travailleurs subissent de plein fouet la hausse phénoménale de l'emploi précaire (CDD, intérim, stages non payés, temps partiel imposé, chômage). Cette situation est une réelle aubaine pour les entreprises qui trouvent à leur disposition une main-d'œuvre prête à accepter n'importe quelles conditions de travail et de rémunération, conséquence du rapport de forces favorable aux patrons.

Nous dénonçons les stigmatisations et discriminations dont sont victimes les jeunes issus des quartiers populaires et/ou enfants d'immigrés, désignés comme responsables de tous les maux.

Se débarrasser du racisme suppose que les mobilisations et les mesures radicales contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et les discriminations qui en découlent soient à la hauteur du poison distillé au sein de la société. Égalité des droits entre français et immigrés, dont le droit de vote, liberté de circulation et d'installation et régularisation de tous les sans-papiers.

Le mode de vie des populations nomades doit être reconnu et accepté, le titre de circulation supprimé et le droit de vote leur être acquis.

Le NPA soutient les formes d'auto-organisation d'opprimé-e-s, qui se réunissent au nom d'une oppression qu'elles/ils ont en commun pour la combattre jusqu'à sa disparition. Que cette oppression soit raciste, sexiste, homophobe ou xénophobe.

L'antiracisme c'est aussi la transmission de l'histoire des peuples colonisés et de leur résistance.

Outre les autres formes d'oppression et d'exploitation, le NPA est radicalement opposé au colonialisme, à commencer par le colonialisme français, qui continue de sévir dans ses dernières colonies directes, que le pouvoir appelle officiellement "DOM-TOM". Le NPA soutient le droit inconditionnel à l'autodétermination des peuples de ces colonies. Il soutiendra sans réserve les luttes de libération nationale des peuples concernés. Il développera des liens étroits de solidarité, dans le respect et l'égalité, notamment avec les camarades partageant l'essentiel de ses valeurs pour l'émancipation de l'humanité de toute exploitation et/ou oppression.

Notre programme comporte aussi des exigences démocratiques radicales pour s'opposer aux excès et dérives des institutions répressives (police, justice, prisons, armée...), aux politiques

sécuritaires et pénitentiaires qui criminalisent la pauvreté et le mouvement social, et pour lutter contre la logique croissante de surveillance, de contrôle et d'encadrement public.

Nous voulons en finir avec les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République (révocabilité des élus, représentation proportionnelle dans les assemblées,...) .

Bien évidemment, les mesures que prendrait un gouvernement portant un programme de rupture s'inscrivent dans les mobilisations pour une autre Europe, une Europe en rupture complète avec les institutions de l'Union européenne, une Europe qui aurait pour objectif de satisfaire les besoins sociaux de la population et pour ambition de changer radicalement les rapports nord/sud.

Développer des mobilisations et des luttes à l'échelle internationale est d'autant plus nécessaire que les capitalistes, eux, sont organisés à l'échelle internationale dans toute une série d'institutions qui jouent en rôle croissant contre les intérêts des salariés et des peuples : Banque centrale européenne, Organisation de coopération et de développement économique, Fonds monétaire international, Banque Mondiale, Organisation mondiale du commerce, OTAN....

Nous voulons en finir avec ces institutions internationales.

Pour changer le cours de l'histoire, il faut que la majorité de la population, le prolétariat et les secteurs populaires dans leur diversité prennent conscience de leur force, en s'organisant sur le lieu de travail ou le quartier, dans un syndicat ou une association, comme au niveau politique, pour faire valoir ses droits démocratiques. Dans toutes ces structures, les militants du NPA se battent pour que soient promus l'unité dans la lutte et le combat anticapitaliste. Ceci en respectant scrupuleusement l'indépendance de ces structures.

C'est dans le mouvement social que progresse la prise de conscience, que l'idée d'un nouveau monde s'élabore, que la satisfaction des exigences populaires pose la question de qui dirige la société. La convergence de ces exigences pose la question du contrôle des travailleurs et de la population sur la marche des entreprises et de la société.

Nous sommes en faveur de mobilisations les plus unitaires possibles, associant tous les courants politiques, syndicaux, associatifs du mouvement social.

Dans celles-ci, nous défendons le principe de l'auto-organisation : il est essentiel que ce soient celles et ceux qui agissent, qui décident de l'orientation, des formes de leurs luttes et de leur direction.

C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société.

En finir avec le système capitaliste, suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté, avec les institutions européennes et mondiales au service des classes dominantes.

#### **4 - S'organiser, agir, faire de la politique, un parti pour l'émancipation**

Le parti est un cadre collectif d'élaboration et d'action qui rassemble celles et ceux qui ont

librement décidé de s'associer pour défendre un projet commun de société. Si nous décidons de nous constituer en parti, c'est parce que nous voulons agir de façon utile, structurée et cohérente. Sans nous substituer aux luttes sociales, nous devons les impulser, y participer pleinement, y proposer nos idées et y faire nos propositions d'action car nous savons que c'est par la mobilisation la plus large possible que l'on peut stopper l'offensive capitaliste, imposer des avancées sur le terrain social, démocratique et écologique, ouvrir la voie au socialisme.

Les partis de la gauche institutionnelle (PS, PC) et leurs alliés Verts ont abandonné depuis longtemps cette perspective. Le PS et le PCF n'ont plus de socialiste ou de communiste que le nom. Les Verts ont bradé leurs ambitions écologistes.

Au pouvoir, la gauche institutionnelle, dominée par le PS, tourne le dos aux aspirations populaires.

Dans l'opposition, elle n'organise pas la riposte contre les attaques de la droite et du patronat.

S'enfonçant dans la crise et perdant sans cesse du terrain électoral et militant, le PCF se laisse de plus en plus satelliser par le PS. Cependant il existe encore dans ce parti une force militante que nous retrouvons à nos côtés dans certaines de nos luttes.

Face à la crise exceptionnelle du capitalisme, refusant de rompre avec le système les réponses politiques de cette gauche ne peuvent être à la hauteur de l'enjeu.

Ces courants n'offrent plus ni projet émancipateur ni espoir, c'est pour cela qu'ils reculent.

La crise actuelle met ce phénomène en lumière mais il n'est pas conjoncturel, il renvoie à des raisons bien plus profondes : parce qu'il s'est adapté au néolibéralisme jusqu'à en épouser les thèses, parce que ses dirigeants ne se distinguent plus de la classe dominante, le PS a même renoncé à une politique de réformes progressistes dans le cadre du système.

Les contradictions inhérentes au système capitaliste et la crise actuelle rendent l'alternative évidente : se soumettre à la minorité des privilégiés ou rompre avec elle.

Dans et autour de ces partis de la gauche institutionnelle, nombreux sont celles et ceux qui n'ont pas renoncé à changer radicalement la société.

Avec eux, comme avec l'ensemble des travailleurs/euses, nous voulons construire sur d'autres bases, en rupture avec les capitulations et les reniements de cette gauche pour créer une nouvelle représentation politique des exploité-e-s, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société.

Un parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif.

Deux tâches complémentaires se combinent : développer les luttes sociales, par la construction coordonnée d'un syndicalisme de classe et de masse, s'opposant ainsi à la collaboration des directions syndicales actuelles qui engendrent la désertion, par la participation aux formes d'organisation du mouvement social ; construire un parti politique pour défendre un programme global d'émancipation.

Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, quel que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées, dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit organisée, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.

Cela suppose aussi que notre parti soit un lieu d'éducation permanente de tous les militant-e-s, un lieu d'éducation populaire qui préfigure la société que nous voulons construire. Cela suppose enfin que notre parti soit un lieu de solidarité.

Tirant les leçons du passé, nous lutterons contre les processus de bureaucratisation qui sont la plaie des mouvements d'émancipation. Et notre vigilance commencera par s'exercer à

l'intérieur du NPA.

Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite, présent sur tout le territoire dans les quartiers populaires, utile pour résister et lutter dans les entreprises, à la pointe du combat auprès de la jeunesse dont le dynamisme des luttes s'avère souvent précieux pour entraîner celle des travailleurs.

Nous participons aux luttes pour des réformes immédiates et nos réponses politiques partent des réalités du terrain, de tout ce que chacun-e vit au quotidien. Elles tracent en même temps les contours de la société que nous voulons, basée sur la satisfaction des besoins sociaux. Elles supposent donc la rupture avec le capitalisme et le " tout marchandise ".

Nous participons aux élections pour défendre nos idées, pour rassembler très largement la population autour de notre programme. Nous défendons la proportionnelle intégrale et réclamons d'avoir un nombre d'élus conforme au poids que nous avons dans la société.

De la municipalité au parlement, nous soutiendrons toutes les mesures qui amélioreraient la situation des travailleurs, les droits démocratiques et le respect de l'environnement. Nous contribuerons à leur mise en œuvre si les électeurs nous en donnent la responsabilité. Mais nous resterons fidèles à ce pourquoi nous luttons et ne participerons à aucune coalition contradictoire avec ce combat.

Nos élu-e-s refusent de cogérer le système. Ils s'opposent avec ténacité aux mesures antisociales et défendent bec et ongles, en toute indépendance des majorités de droite ou social-libérales, les intérêts des travailleurs et de la population.

À l'échelle nationale, l'application d'un tel programme impliquerait la confrontation avec les classes dominantes, et exigerait une formidable mobilisation populaire, susceptible de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneraient à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique.

Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes. Les luttes peuvent permettre de la contenir, de lui arracher des mesures progressistes pour les classes populaires, pas la supprimer. En 1789, la domination de la classe privilégiée de l'Ancien Régime n'a pas été abolie par des réformes. Il a fallu une révolution pour l'éliminer. Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme.

Elle implique donc nécessairement un changement des rapports de propriété, social et institutionnel, qui rejaillit sur tous les aspects de la vie en société. Notre choix pour y parvenir mise exclusivement sur l'expression et la mobilisation majoritaire. Tout en annonçant clairement à l'avance que nous chercherons à organiser l'auto-défense des travailleurs, pour que le coup d'État militaire et la répression massive qui ont eu lieu au Chili en 1973 ne puissent pas se reproduire. " L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes " (Marx dans Le Manifeste communiste) reste notre boussole. D'une manière générale, ce sont les forces de la réaction qui imposent la violence. Notre choix est celui du nombre, des formes de lutte qui rendent les revendications légitimes et populaires, sans hésiter à sortir du cadre étiqué de la légalité pour obtenir satisfaction, en tenant fermement les piquets de grève, en réquisitionnant les logements vides, en cachant les sans-papiers pourchassés, en désobéissant face à l'intolérable...

L'objectif de notre parti n'est pas de prendre le pouvoir par et pour lui-même. Nous combattons dès maintenant et partout pour l'auto-organisation des luttes afin de préparer le renversement de la société capitaliste et l'autogestion par les travailleurs et la population.

Nous voulons que le NPA fasse vivre le meilleur de l'héritage de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celui de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires.

Un parti qui hérite des luttes démocratiques et antifascistes. Un parti qui garde la mémoire des

combats contre les dérives autoritaires et bureaucratiques qui ont terni les espoirs émancipateurs. Un parti qui se nourrit du féminisme, de l'anticolonialisme, de l'antiracisme comme des luttes contres toutes les discriminations. Un parti qui donne une tonalité clairement anticapitaliste à l'écologie politique radicale et une tonalité clairement écologiste à l'anticapitalisme. Un parti soucieux des aspirations individuelles à la reconnaissance et à la créativité face à l'uniformisation marchande de la vie quotidienne.

Ce parti anticapitaliste que nous construisons s'inscrit dans la continuité de celles et ceux qui ont cherché, avec ou sans succès, à renverser l'ordre établi ou à résister à l'oppression.

Ce parti porte l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Quand l'histoire s'accélère, que les gouvernants perdent leur légitimité, que de larges secteurs populaires perdent patience, comme en juin 36 ou en mai 68, nous voulons construire le parti qui renforce les chances de gagner. Pas un parti qui se substitue mais un parti qui porte la volonté de millions d'individus, un parti qui propose des initiatives susceptibles de favoriser la rupture.

L'exploitation, l'oppression, les discriminations, la destruction de l'environnement, sont des phénomènes mondiaux, le résultat de politiques qui s'imbriquent les unes dans les autres. Nos adversaires, les capitalistes, se moquent des frontières. Ils parlent les langues du monde entier. Ils sont très bien organisés et pour les combattre, il faut nous organiser avec autant d'efficacité. Notre parti cherche à se lier à toutes les forces qui, dans le monde entier, luttent avec le même objectif. C'est pourquoi le NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires dans le monde dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale.

Vote des délégués au congrès, le 7 février 2009 :

540 pour	1 contre	49 abstentions	5 NPPV
----------	----------	----------------	--------